

ÉGLISE RÉFORMÉE ÉVANGÉLIQUE DE PARIS

(Association culturelle – Loi du 9 décembre 1905)

8 Rue de Nesle – 75006 Paris

Siret 85116238800017 – RNA W751251532

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Mesdames, Messieurs les Membres,

I.- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **ÉGLISE RÉFORMÉE ÉVANGÉLIQUE DE PARIS** relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II.- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

III.- Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV.- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V.- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI.- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Vergèze, le 22/05/2026

Le Commissaire aux comptes

SAS DAAT AUDIT

représenté par M. Samuel PETE



**ANNEXE – DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



BILAN

DOCUMENT PROVISOIRE *** Sous réserve des codes correctement saisis *** Situation du 01/01/2025 au 31/12/2025

ACTIF		Brut		Amt-Dépr	Exercice 2025		Exercice 2024
<u>Immobilisations incorporelles</u>							
<u>Immobilisations corporelles</u>							
Terrains	AN	484 110	AO		484 110		
Constructions	AP	2 741 171	AQ	11 276	2 729 895		
Autres immobilisations corporelles	AT	20 952	AU	2 749	18 203	-5%	19 168
Avances et acomptes sur immos corporelles	AX	3 442	AY		3 442		
<u>Immobilisations financières</u>							
Autres titres immobilisés	BD	15	BE		15		15
<u>SOUS-TOTAUX DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</u>		3 249 691		14 026	3 235 665		19 183
<u>Stocks et en-cours</u>							
<u>Avances et acomptes versés sur commandes</u>	BV	1 896	BW		1 896	-30%	2 696
<u>Créances</u>							
Charges constatées d'avance	CH	2 837			2 837		
<u>Valeurs mobilières de placement</u>	CD		CE				
<u>Disponibilités</u>	CF	731 631	CG		731 631	-53%	1 545 589
<u>SOUS-TOTAUX DE L'ACTIF CIRCULANT</u>		736 364		0	736 364	-52%	1 548 285
TOTAUX GÉNÉRAUX		3 986 054		14 026	3 972 029	+153 %	1 567 468



DOCUMENT PROVISOIRE *** Sous réserve des codes correctement saisis *** Situation du 01/01/2025 au 31/12/2025

PASSIF		Exercice 2025		Exercice 2024
Fonds propres				
Fonds propres complémentaires	DA1	2 908		2 908
Fonds associatif avec droit de reprise				
Réserves pour projet de l'entité	DG	1 408 898	+102%	696 328
Report à nouveau	DH	101 191	+6%	95 415
Résultat de l'exercice	DI	-44 783		718 347
Situation nette - Sous-totaux		1 468 214	-3%	1 512 997
Fonds propres consommables				
Sous-Totaux des fonds propres consommables				
SOUS-TOTAUX DES FONDS PROPRES		1 468 214	-3%	1 512 997
Fonds reportés ou dédiés				
Fonds dédiés	FD2	2 485 396		45 465
SOUS-TOTAUX DES FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS		2 485 396		45 465
Provisions pour risques et charges				
SOUS-TOTAUX				
Dettes				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	12 765	+280%	3 360
Dettes fiscales et sociales	DY	5 654		5 646
SOUS-TOTAUX		18 418	+105%	9 006
TOTAUX GÉNÉRAUX		3 972 029	+153%	1 567 468



COMPTES DE RESULTAT

DOCUMENT PROVISOIRE *** Sous réserve des codes correctement saisis *** Situation du 01/01/2025 au 31/12/2025

CPTE DE RESULTAT EN LISTE		Exercice 2025		Exercice 2024
Produits d'exploitation				
Production vendue : Services	FI	445		
Produits de tiers financeurs				
Dons manuels	XA1	204 128	+258%	56 942
Contributions financières	XA4	2 378 148	+182%	843 780
Utilisation des fonds dédiés	XD	16 038		
Autres produits	FQ		-100%	746
Charges d'exploitation				
Fournitures non stockables	FWC	-389	-7%	-421
Fournitures d'entretien et de petit équipement	FWD	-1 795	+352%	-397
Fournitures administratives	FWE	-381	-44%	-675
Petits logiciels	FW1	-138		
Autres fournitures	FWF	-589	+80%	-326
Locations	FWI	-81 205	-19%	-99 783
Charges locatives et de copropriété	FWJ	-4 123	+484%	-706
Entretien et réparations	FWK	-3 517		
Assurances	FWL	-411	-58%	-973
Divers				
Documentation	FWN	-31	-96%	-772
Frais de colloques, séminaires, conférences	FWO	-3 685		
Autres	FWP	-430	+1%	-425
Rémunérations d'intermédiaires, honoraires	FWR	-5 390	+54%	-3 493
Publications, relations publiques	FWS	-977	-8%	-1 067
Transport de biens, collectifs du personnel	FWT		-100%	-216
Déplacements, missions, réceptions	FWU	-18 067	+127%	-7 954
Frais postaux et de télécommunications	FWV	-545	+10%	-496
Services bancaires et assimilés	FWW	-377	-14%	-440
Divers	FWZ	-15		-15
Aides financières	FW2	-18 029	+463%	-3 200
Impôts, taxes et versements assimilés	FX	-2 119		
Salaires et traitements	FY	-5 600		
Charges sociales	FZ	-1 804		



DOCUMENT PROVISOIRE *** Sous réserve des codes correctement saisis *** Situation du 01/01/2025 au 31/12/2025

CPTE DE RESULTAT EN LISTE		Exercice 2025		Exercice 2024
Sur immobilisations : Dotations aux amortissements	GA	-13 550		-326
Reports en fonds dédiés	GD1	-2 455 970		-45 465
Autres charges	GE	-36 877	+2%	-36 075
RESULTAT D'EXPLOITATION		-57 255		698 243
Produits financiers				
Prds autres v. mobilières et créances actif immob.	GK	14 281	-39%	23 524
Intérêts et produits assimilés	GL	1 618	-27%	2 226
Charges financières				
RESULTAT FINANCIER		15 899	-38%	25 750
Produits exceptionnels				
Charges exceptionnelles				
RESULTAT EXCEPTIONNEL				
Impôts sur les bénéfices	HK	-3 427	-39%	-5 646
RESULTAT DE L'EXERCICE		-44 783		718 347
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Prestations en nature	ZB2	27 109	+1%	26 708
TOTAL		27 109	+1%	26 708
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Prestations en nature	ZA3	-27 109	+1%	-26 708
TOTAL		-27 109	+1%	-26 708



ANNEXE

SOMMAIRE

DESCRIPTION DE L'ENTITÉ

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

VARIATION DES FONDS PROPRES

SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

ETAT DES CRÉANCES ET DES DETTES

CHARGES A PAYER

CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

ÉTAT SÉPARÉ DES ARPE - SYNTHÉTIQUE

DESCRIPTION DE L'ENTITE

Identité de l'Association

L'Association dénommée Eglise Réformée Evangélique de Paris a été fondée le 13/03/2019
Elle est régie par les lois du 9 décembre 1905, du 1er juillet 1901 et par les décrets du 16 mars 1906 et du 16 août 1901.
Son siège social se situe au 8 rue de Nesle, 75006 Paris
Elle est déclarée en préfecture de Paris sous le numéro RNA W751251532
Son numéro Siret est le 851 162 388 00025

Objet social

L'Association a pour objet exclusif :

- d'assurer la célébration du culte protestant évangélique, en respect de la confession de foi de 1559 ;
- de subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice du culte ;
- de subvenir à la formation et à l'entretien des ministres du culte.

Liste des lieux de culte

Conformément au titre IV de la loi du 9 décembre 1905 portant séparation des Eglises et de l'Etat, l'Association exerce exclusivement des activités cultuelles.

Afin de supporter les activités diaconales, culturelles et sociales, il a été créé une association relevant uniquement de la loi du 1er juillet 1901.

La circonscription religieuse définie par les statuts de l'Association s'étend sur tout le territoire de la France.

L'Association gère plusieurs lieux de culte, dont voici la liste :

- lieu de culte A - au lieu du siège social
- lieu de culte B - 69 rue de l'Assomption – 75016 Paris
- lieu de culte C - 64bis rue des Martyrs de la Résistance 59130 Lambersart

Moyens mis en œuvre

L'Association loue :

- Chaque dimanche la galerie ou le théâtre situé au 8 rue de Nesle, 75006 Paris ;
- En moyenne 3 dimanches par mois la salle appartenant à l'Aumônerie des Jeunes de l'Assomption AJA, située 69 rue de l'Assomption – 75 016 Paris
- Chaque dimanche la salle située au 64bis rue des Martyrs de la Résistance 59130 Lambersart

L'Association compte parmi ses effectifs :

- un ministre du culte rémunéré à temps complet par l'UNEPREF, notre union d'Eglise
- un ministre du culte en formation rémunéré à temps complet par l'EREP
- un pasteur mis à disposition à titre gracieux par l'association UFM Worldwide - MPEF en charge de l'implantation de Lille

Afin d'assurer le bon fonctionnement associatif, l'ensemble des autres tâches est assurée par des bénévoles.



REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2025 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les dispositions du code de commerce et les règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) et notamment :

- le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et ses règlements modificatifs ;
- le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et ses règlements modificatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Evènements marquants de l'exercice

L'acquisition d'un lieu de culte destiné à permettre la formation de futurs pasteurs et anciens, l'organisation d'activités culturelles comme des réunions de prières, des études bibliques.

Réception d'un don d'une fondation américaine destiné à financer l'acquisition de ce lieu de culte.

La collecte de dons en provenance de l'étranger et auprès des membres pour financer l'acquisition d'un lieu de culte.

Le lancement du projet cohorte destiné à la formation de futurs pasteurs et de futurs responsables de l'Eglise

Changement de méthode comptable :

Mise en œuvre des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 à compter du 1er janvier 2025.

Sans impact sur les comptes clos au 31/12/2024.

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Réception d'un don de 242 000 euros de la fondation américaine ayant permis l'acquisition du lieu de culte

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|---------------------------------|------------|
| - Constructions | 30 ans |
| - Agencements des constructions | 8 ans |
| - Mobilier | 5 à 10 ans |



REGLES ET METHODES COMPTABLES

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provision pour risques et charges

Néant.

Provision pour congés à payer

Les ministres du culte ne relevant pas du droit du travail, les comptes de l'entité font apparaître une provision pour congés à payer qui ne concerne que les salariés qui relèvent du droit du travail.

Engagements de départ à la retraite

Les ministres du culte ne relevant pas du droit du travail, aucune indemnité de départ à la retraite ne leur est due. Par conséquent, les comptes de l'entité ne font apparaître aucune provision ou évaluation en ce sens.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 2 485 396 €

Conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06, les fonds dédiés "Acquisition d'un lieu de culte" ayant servi au financement de cet investissement sont repris au rythme des amortissements du bien. Ainsi, bien que ce fonds dédiés présente un solde créditeur de 2 478 084 € au 31/12 de l'exercice clos, il importe que le lecteur des comptes note que ces fonds ont été entièrement dépensés au cours de l'exercice 2025, en respectant la volonté des financeurs et l'engagement pris par les dirigeants de l'association.

Contributions volontaires en nature

L'Eglise reconnaît toute l'importance de l'engagement des bénévoles qui se mobilisent dans le cadre de son activité. La mise en place des outils de décompte d'heures et l'établissement des bases monétaires de la valorisation du temps des bénévoles contreviennent à la nature profonde de cet engagement ainsi qu'à l'objet de l'association.

En conséquence et conformément à l'article 211-4 du règlement ANC 2018-06, aucune valorisation au titre des contributions volontaires en temps des bénévoles n'est effectuée.

Il convient néanmoins de porter à la connaissance du lecteur qu'hormis le ministre du culte rémunéré par l'UNEPREF, le pasteur qui est mis à disposition à titre gracieux par l'association UFM Worldwide - MPEF, et le le pasteur en formation, tous les services de l'association culturelle sont exercés grâce à l'action bénévole de ses membres.

Dons manuels

Les dons reçus entre le 01/01/2025 et le 31/12/2025 sont comptabilisés dans les produits de l'exercice et pris en compte pour l'établissement des reçus fiscaux.

Les dons reçus l'année suivante sont considérés comme des produits du nouvel exercice.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.



VARIATION DES FONDS PROPRES

NATURE	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentat°	Diminutions	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise	2 908				2 908
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	696 328	712 571			1 408 898
Report à nouveau	95 415	5 776			101 191
Excédent ou déficit de l'exercice	718 347	-718 347		44 783	-44 783
Situation nette	1 512 997			44 783	1 468 214
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions règlementées					
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	1 512 997			44 783	1 468 214



SUIVI DES FONDS DEDIES

RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC :

PROJET	Montant à l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont FD liés à des projets sans dépense au-cours des deux exercices précédents
Acquisition d'un lieu de culte	40 665	2 448 658	11 239			2 478 084	
Implantation Lille	1 604		1 604				
Implantation Paris 16	3 195				4 117	7 312	
Projet D							
Projet E							
Projet F							
Total	40 665	2 448 658	11 239		4 117	2 485 396	



TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement Donations temporaires d'usufruit Autres immobilisations incorporelles					
Total immobilisations incorporelles					
Terrains		484 110			484 110
Constructions sur sol propre		2 329 995			2 329 995
Constructions sur sol d'autrui					
Installat° gnles, agenc. constructions		411 176			411 176
Install. techniques, Matériel et outillage					
Install. générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique		1 308			1 308
Mobilier	19 644				19 644
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes		3 442			3 442
Total immobilisations corporelles	19 644	3 230 031			3 249 676
Legs destinés à être cédés Donations destinées à être cédées					
Total legs et donations à céder					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	15				15
Prêts et autres immob. financières					
Total immobilisations financières	15				15
TOTAL GENERAL	19 659	3 230 031			3 249 691



TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions Virements	Amortissements fin exercice
Frais d'établissement Donations temporaires d'usufruit Autres immobilisations incorporelles				
Total immobilisations incorporelles				
Aménagement terrains				
Constructions sur sol propre		6 276		6 276
Constructions sur sol d'autrui				
Installat° gnles, agenc. constructions		5 001		5 001
Install. techniques, Matériel et outillage				
Install. générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique		179		179
Mobilier	476	2 094		2 570
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total immobilisations corporelles	476	13 551		14 026
TOTAL AMORTISSEMENTS	476	13 551		14 026



ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

CREANCES		Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
De l'actif immobilisé					
Créances rattachées à des participations					
Prêts (1)					
Autres immobilisations financières		15	15		
De l'actif circulant					
Clients et usagers douteux ou litigieux					
Clients, usagers et comptes rattachés					
Reçues sur legs ou donations					
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
Autres impôts, taxes et vers. assimilés					
Divers		1 896	1 896		
Fédération, union, associations affiliées					
Débiteurs divers					
Charges constatées d'avance		2 837	2 837		
TOTAL CREANCES		4 748	4 747,75		
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice				
	Remboursements obtenus en cours d'exercice				
DETTES		Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés (1)					
Emprunts(1) et dettes étab. de crédit(2)					
Emprunts et dettes financières diverses					
Fournisseurs et comptes rattachés		12 765	12 765		
Dettes des legs ou donations					
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et organismes sociaux		2 227	2 227		
Dettes fiscales		3 427	3 427		
Dettes s/immob. et comptes rattachés					
Fédération, union, associations affiliées					
Autres dettes					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DETTES		18 418	18 418		
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2)	Dont à 2 ans au maximum à l'origine				
	Dont à plus de 2 ans à l'origine				



CHARGES A PAYER**MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN**

Emprunts obligataires convertibles	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 360
Dettes des legs ou donations	
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL	3 360



CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
Charges d'exploitation	2 837
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL	2 837

NATURE DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL	



HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

	MONTANT
Contrôle légal des comptes	3 360
Services autres que la certification des comptes	
TOTAL	3 360



ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES
PROVENANT DE L'ETRANGER

État du contributeur	Montant
Total – Etats-Unis	2 374 069
Total – Royaume-Uni	27 109
Total - Pays-Bas	79
TOTAL	2 401 256

